

Contre un accord odieux et l'agression du peuple grec : Soutien total aux grèves de ce 15 juillet : Résistance !

Front Syndical de
Classe

15 juillet
2015



Ils affirment que tout est réglé dans la meilleure Europe cauchemardesque qui soit !

Mais quelles que soient les difficultés, les chausse-trappe du moment, c'est au peuple que revient et que reviendra le dernier mot !

Au moment où le parlement grec (la Vouli) comme le parlement français se réunissent ce mercredi 15 juillet, au-delà des enseignements de la séquence qui vient de se dérouler, ce qui prime avant tout dans l'heure c'est le soutien à la résistance du peuple grec soumis à l'étranglement sous le garrot et à l'humiliation contre l'avenir de misère aggravée.

De nombreux syndicats en effet appellent à la grève ce mercredi et au rassemblement devant le parlement : le PAME qui par avance avait prévu et condamné la capitulation du gouvernement, Aredy, l'important syndicat des fonctionnaires compte-tenu du poids du secteur public (40% des salariés) ...

C'est la seule voie qui compte pour s'opposer à l'application de ce nouveau memorandum et empêcher la mise sous tutelle de tout un peuple.

Et au fait que dit et fait la CES ? Que disent et font les directions confédérales de la CGT, de la CFDT, de la FSU, de FO, de l'UNSA ?

Soulagées d'avoir "sauvé" l'euro ? Ouf ?

Quelle solidarité, quel appel à l'action pour les grèves de ce jour en Grèce alors que les mêmes objectifs politiques et sociaux menacent les travailleurs français ?

Toujours dans la logique de la Lettre ouverte aux dirigeants européens qui fixait pour objectifs "[de] garder la Grèce dans la zone Euro et dans l'Union européenne" et en appelait à "un compromis raisonnable" ?

Un compromis raisonnable la livraison de la Grèce aux vautours de la finance ?

Et quel jugement sur le comportement des dirigeants européens français compris et le rôle de l'UE et de ses institutions ?

Aux dernières nouvelles d'ailleurs la CES soutient honteusement le 3^{ème} mémorandum contre la Grèce !

Car, loin d'être une crise de la nation grecque, la crise exceptionnelle que nous venons de vivre est d'abord la

crise de l'Union européenne.

Cette crise et son issue plus que provisoire et plus qu'odieuse, vont peser lourd sur l'avenir du continent et des peuples qui le composent.

Association de caractère syndical, bien que visant à prendre en compte l'ensemble des données qui ont tissé la trame de ce qui s'est joué, nous privilégierons les conséquences sociales pour les peuples dans la confrontation qui a opposé les dirigeants européens (Eurogroupe, chefs d'état, Sommet de la zone euro), vulgaires commis des créanciers des états, dirigeants français inclus.

A cet égard plusieurs traits émergent de cet affrontement :

Des « négociations » le revolver sur la tempe :

Dès l'échec des premières « négociations » et l'annonce du referendum du 5 juillet la BCE (29 juin) a coupé toute nouvelle injection de liquidité dans les banques afin de provoquer un chaos et une panique dans la population pour peser sur le scrutin lui-même et ensuite paralyser toute la vie économique (diminution encore davantage de la valeur des titres bancaires grecs) afin de contraindre les dirigeants grecs et en premier lieu Tsipras à la capitulation :

c'est-à-dire à accepter des mesures pires que celles qui avaient été rejetées par Tsipras lui-même dans un premier temps, puis dans la consultation populaire.

Une volonté punitive à l'encontre du peuple grec :

Pour les créanciers et leurs commis il s'agissait de faire un exemple afin d'éviter la contagion à d'autres peuples : Espagne, Portugal, Irlande et ... France n'est-ce-pas ?

Et de bien montrer que toute volonté de résistance populaire aux politiques d'austérité comme l'a manifesté avec éclat et retentissement le referendum du 5 juillet se heurterait à la hargne et à la répression de l'oligarchie européenne n'hésitant pas, au moyen des outils monétaires et financiers dont elle s'est dotée par renoncement à la souveraineté nationale, à placer les pays récalcitrants en situation de faillite et de mort économique.

Coups d'état contre la souveraineté populaire :

L'UE est coutumière de ces pratiques

2005 contre le peuple français mais aussi au Pays Bas et contre le peuple irlandais où le Non est transmuté en OUI.

Il fallait que le NON grec massif à l'austérité soit transformé avec l'aval de ses dirigeants élus pour la combattre en OUI à la poursuite et l'aggravation de la purge sociale.

Guerre sociale et idéologique.

Affichage et banalisation du cynisme éhonté de l'UE et de l'oligarchie selon lequel on fait des promesses pour se faire élire pour ensuite au pouvoir s'aligner sur le "réalisme moderniste" qui alimente les profits et les caisses des puissants et présente l'addition au peuple !

Un « accord » socialement funeste et politiquement odieux, de type néocolonial :

Le prétendu accord conclu au matin du 13 juillet est pire que celui qu'avaient refusé Tsipras et le referendum.

En résumé il comporte des mesures drastiques concernant dans l'immédiat (15 et 22 juillet) la TVA, le système des retraites (nouvelle diminution de leur montant alors que Syriza s'était engagé à rétablir le 13e mois pour les retraites inférieures à 700 euros par mois), le code de procédure civile, la réduction des dépenses publiques ...

Dans le proche avenir le gouvernement doit s'engager afin qu'un protocole d'accord soit signé à mener « d'ambitieuses réformes des retraites » (on sait ce que cela signifie), procéder à « une réforme plus ambitieuse du marché des produits » incluant : l'ouverture des magasins le dimanche, l'ouverture à la concurrence « des pharmacies, lait et boulangeries ».

Il doit également procéder à la privatisation de l'opérateur de réseau d'électricité et concernant le marché du travail, « entreprendre un réexamen rigoureux et une modernisation des négociations collectives, de l'action syndicale, ... des procédures de licenciement » . On sait aussi ce que ce jargon technocratique signifie pour les travailleurs et leurs droits !

L'exigence de l'extension des privatisations et d'autres mesures concernant le secteur financier ...

De plus c'est l'ensemble de la politique grecque qui est mise sous tutelle à l'avenir puisque le parlement grec non seulement est sommé de voter au plus vite certaines réformes, avec deux dates butoirs, du 15 et du 22 juillet, mais il devra soumettre désormais les différentes mesures à prendre au contrôle et au bon vouloir des institutions européennes. En particulier, un paragraphe de l'accord est très significatif. Il dit ceci : « *Le gouvernement doit consulter les institutions et convenir avec elles de tout projet législatif dans les domaines concernés dans un délai approprié avant de le soumettre à la consultation publique ou au Parlement* » (cité par J. Sapir).

Et cette menace concerne tous les peuples d'Europe sous la férule de la dette.

La dette : un instrument politique au service d'une politique d'asservissement et de contrôle des peuples !

Les mesures contenues dans l'accord n'ont pas vocation à réduire la dette qui pour une bonne part résulte du transfert de la dette des banques privées à l'état.

La preuve c'est que les mesures prises depuis 5 ans en Grèce ont porté la dette de 110 à 180% du PIB ; les mesures contenues dans « l'accord du 13 juillet » les prolongeant et les aggravant.

C'est que la dette est un instrument politique de mise sous tutelle des peuples et qu'odieuse ou pas il faut la dénoncer et la répudier pour libérer les travailleurs de cette véritable servitude !

L'attitude de Hollande et des dirigeants français :

Pour eux, se présentant comme médiateurs face à l'intransigeance allemande il s'agissait surtout de sauver l'euro et d'empêcher la sortie de la Grèce.

Ils se félicitent du « compromis » pour cette raison mais pour une autre raison fondamentale intérieure : l'accord en effet entérine les politiques d'austérité et les « réformes structurelles » mises en marche par les lois Macron, Rebsamen, les réformes du marché du travail, la vente des « bijoux de famille » comme les aéroports, l'allongement de l'âge de départ à 67 ans, la destruction du code du travail, et prépare donc l'opinion publique à l'acceptation de ce bradage et de la liquidation des droits des travailleurs.

La présentation du rôle positif de Hollande est donc une escroquerie et pour le peuple grec et pour le peuple français.

La preuve est faite

La preuve est ainsi faite une fois de plus, mais cette fois avec un éclat aveuglant qu'il n'y a pas de sortie des politiques d'austérité dans le cadre de l'euro et de l'union européenne.

L'euro c'est l'austérité.

L'Union européenne c'est l'austérité et la soumission, la dépendance et la domination, c'est la souveraineté limitée et bafouée en permanence.

En remettre sur la perspective d' « Europe sociale » c'est mensonger et cultiver les illusions, désarmer les travailleurs dans l'indispensable combat à mener.

C'est pour avoir méconnu cette réalité là que le gouvernement grec issu du rejet des politiques d'austérité en janvier 2015 et conforté par un referendum en ce 5 juillet a vu se refermer sur lui le piège de la capitulation et du désaveu.

Rompre !

Pour rompre avec l'austérité, pour s'opposer aux contre-réformes, au démantèlement de tous les conquits sociaux issus du rapport des forces de la Libération il sera nécessaire de rompre avec l'Union européenne et sortir de l'euro.

Pour rompre avec l'austérité il faut retirer à l'oligarchie et aux institutions européennes les armes dont elles se sont dotées pour exercer chantage et diktat et soumettre des peuples entiers à leurs exigences et à leurs intérêts : ainsi l'arme monétaire, le contrôle du système bancaire et de la banque centrale permettent de désorganiser totalement une économie, d'organiser le chaos et la panique ou le désarroi dans la population.

Reprendre la souveraineté sur ces instruments sera incontournable pour assurer la souveraineté du peuple et faire prévaloir l'intérêt général contre le 1% privilégié !

Pour cela c'est à un peuple et à des travailleurs lucides et déterminés à la confrontation à la guerre de classe qui leur est livrée par l'oligarchie qu'il convient de s'adresser en brisant les illusions mortifères.

Pour l'heure c'est à la solidarité avec le peuple grec qu'il convient de donner la priorité tout en poursuivant la lutte sur nos objectifs revendicatifs et en contrant l'offensive anti-sociale du pouvoir socialiste dans la droite ligne des diktats européens !

Le Front Syndical de Classe

14 juillet 2015